



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Climat-les-Etats-Unis-defendront-d-abord-leurs>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Climat : les Etats-Unis défendront d'abord leurs intérêts**

---

**12 mai 2017**

# **Climat : les Etats-Unis défendront d'abord leurs intérêts**

©AFP / 12 mai 2017 00h01



Le secrétaire d'Etat Rex Tillerson lors d'un discours à Fairbanks en Alaska, le 10 mai 2017 / © AFP / NICHOLAS KAMM

Les Etats-Unis ont indiqué jeudi qu'ils prendraient leur temps pour revenir éventuellement sur leurs engagements internationaux en matière de changement climatique mais qu'ils défendraient d'abord leurs intérêts.

Le secrétaire d'Etat Rex Tillerson a expliqué devant le Conseil de l'Arctique réuni en Alaska que Washington n'allait pas se "précipiter" pour réviser sa politique environnementale, le président Donald Trump ayant repoussé à fin mai sa décision sur son maintien au sein de l'accord multilatéral de Paris.

Le chef de la diplomatie américaine a rappelé aux sept autres pays de ce Conseil de l'Arctique (Canada, Russie, Norvège, Danemark, Islande, Suède et Finlande) et aux représentants de peuples amérindiens indigènes que les Etats-Unis "réexamin(aient) à l'heure actuelle nombre de politiques importantes, notamment l'approche de l'administration Trump sur le changement climatique".

"Nous sommes sensibles au fait que chacun d'entre vous a un point de vue important et vous devez savoir que nous prenons le temps de comprendre quelles sont vos inquiétudes", a promis le nouveau ministre des Affaires étrangères et ex PDG du pétrolier ExxonMobil.

**Pas de précipitation**

Il assuré que Washington "n'all(ait) pas (se) précipiter pour prendre une décision", mais qu'il allait "travailler pour prendre la bonne décision pour les Etats-Unis".

La présidence américaine du Conseil de l'Arctique (2015-2017) avait débuté il y a deux ans sous le mandat du secrétaire d'Etat démocrate John Kerry, un défenseur passionné de la lutte contre le réchauffement climatique et cheville ouvrière de l'accord de Paris conclu fin 2015 par plus de 190 pays.

Ce texte historique vise à limiter le réchauffement planétaire à moins de deux degrés Celsius par une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Durant sa campagne, Donald Trump, élu sur une plateforme "l'Amérique d'abord", avait promis d'"annuler" cet accord et de mettre fin à la "guerre contre le charbon". Mais depuis, il hésite et a reporté sa décision à la fin du mois de mai.

Il a toutefois signé fin avril un décret ordonnant un réexamen des restrictions imposées par son prédécesseur Barack Obama à l'exploration et à l'exploitation offshore de pétrole et de gaz, notamment en Arctique.

Mais des réunions précédentes du Conseil de l'Arctique et nombre d'études scientifiques ont mis en évidence les dégâts que le réchauffement a déjà infligés aux écosystèmes de l'Arctique.

### **Pierre angulaire**

La Finlande a déjà affirmé que le climat resterait au cœur des délibérations du Conseil dont elle prend la présidence jusqu'en 2019. "L'accord de Paris est la pierre angulaire pour ralentir le changement climatique", a martelé son chef de la diplomatie Timo Soini.

Mais la déclaration finale du Conseil de l'Arctique, un forum intergouvernemental créé il y a 20 ans pour coopérer en matière d'environnement, d'exploitations pétrolière et minière, de trafic maritime, de pêche et de tourisme, s'est bornée à plaider pour "la mise en oeuvre" de l'accord de Paris.

Une solution politiquement habile pour l'administration Trump, divisée sur le sujet, pourrait être de rester dans l'accord tout en réexaminant les objectifs qu'avaient fixées l'administration Obama (réduction de 26% à 28% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 par rapport à 2005).

A Fairbanks, petite ville de l'Alaska, l'Etat le plus septentrional des Etats-Unis acheté à la Russie il y a tout juste 150 ans, des représentants de populations indigènes ont tous dénoncé le réchauffement climatique.

*"Nous sommes ici depuis des milliers d'années, nous avons survécu au froid extrême"*, a souligné auprès de l'AFP Trimble Gilbert, représentant de 9.000 Amérindiens athapascanes vivant aux confins de l'Alaska et du nord-ouest du Canada.

*"Nous sommes un peuple indigène et nous sommes là, avec notre culture"*, a martelé M. Gilbert, disant redouter que les générations futures ne puissent plus vivre de *"la pêche et de la chasse, comme depuis des milliers d'années en Alaska"*.

